

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE  
LE 8 DÉCEMBRE 1978

---

# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.



ALLOCUTION PRONONCÉE PAR LE  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES EXTÉRIEURES,  
L'HONORABLE DON JAMIESON,  
LORS D'UN DÉJEUNER DE LA  
ROYAL COMMONWEALTH SOCIETY,  
À LONDRES, GRANDE-BRETAGNE,  
LE 6 DÉCEMBRE 1978

---

(TRADUCTION)

DEC 14 1978  
LIBRARY/BITUO

Je tiens d'abord à remercier très sincèrement, au nom du Canada, M. MacDonald dont l'introduction a été si chaleureuse et je tiens à vous remercier tous pour la cordialité de votre accueil. Je ne m'attendais à rien de moins d'une telle réunion de famille. Il est néanmoins rassurant pour les Canadiens de savoir que leur rôle dans le Commonwealth est connu et apprécié de la façon que nous a précisée le Président.

Il m'est évidemment toujours agréable de revenir à Londres, particulièrement quand j'ai l'occasion, comme c'est le cas aujourd'hui, de m'adresser à un groupe aussi distingué que la Royal Commonwealth Society. Il y a quelques semaines, quand M. MacDonald et moi avons eu la bonne fortune - du moins à mon point de vue - de voyager ensemble pendant plusieurs heures à l'occasion d'un aller-retour au Kenya, nous avons discuté longuement du Commonwealth, de son avenir et de l'influence qu'il peut exercer sur l'ensemble des affaires mondiales. Quand il a bien voulu m'inviter à prendre la parole devant la Société, j'ai naturellement accepté sur-le-champ et je suis très heureux que mon horaire nous ait permis de nous retrouver ensemble aujourd'hui.

Il m'a été facile d'accepter cette invitation. Il m'était et me reste plus difficile de savoir exactement ce que je devrais dire au sujet du Commonwealth. Il existe littéralement une myriade de facettes, méritant toutes un examen détaillé, ce qui est évidemment impossible en raison du temps qui m'est alloué et des limites de votre patience. J'ai donc consulté mon vieil ami et collègue, Paul Martin, qui m'a bien précisé qu'il s'agissait d'une réunion de famille et qui m'a déconseillé un texte préparé ou toute autre forme de discours savant sur un point particulier des relations au sein du Commonwealth. "Pourquoi ne pas leur donner spontanément, m'a-t-il dit, certaines de tes impressions et opinions personnelles?" C'est ce que je me propose de faire. Incidemment, j'espère éviter les généralisations usées et les platitudes plutôt fatiguées qu'on sert au sujet du Commonwealth depuis des années. Je dois d'ailleurs dire que je suis quelque peu expert dans ce domaine. Je me suis soudainement rappelé ce matin, véritablement pour la première fois en cinquante ans, que je me suis produit en public pour la toute première fois à l'occasion d'une joute oratoire que j'ai d'ailleurs gagnée. J'avais récité les "Enfants de l'Empire". Ce souvenir, que je suis allé chercher très loin dans mon passé, m'a fait constater, alors que je me rappelais certains passages de cette déclamation, combien les choses ont changé et combien il est important pour nous aujourd'hui de comprendre la distinction entre le vieil Empire britannique, comme nous l'appelions alors, et l'actuel Commonwealth des nations.

Je crois qu'il est plutôt malheureux que certaines des personnes qui se prononcent sur cette question n'aient pas encore fait cette distinction. J'ai beaucoup de sympathie et de compréhension pour leur attachement sentimental au passé et je crois bien respecter l'histoire tout autant que quiconque ici ou même quiconque impliqué dans les affaires internationales aujourd'hui. Je crois cependant que c'est rendre un très mauvais service aux possibilités que recèle le Commonwealth que de chercher à le concevoir ou à le conserver dans la forme qu'il revêtait autrefois. Certes, je crois que nous reconnaissons tous l'utilité qu'il a eue à cette époque et les effets bénéfiques considérables qui en sont résultés. Quel que soit l'envers historique de cette réalité, nous ne pouvons que conclure aujourd'hui que le monde est un meilleur endroit où vivre parce que l'Empire britannique et tout ce qu'il représentait ont existé.

Une des choses que nous avons en commun, que nous avons en quelque sorte héritée de cette tradition britannique est un sain respect pour ce que j'appellerais "le compromis respectable". Une des choses qui me préoccupe toujours à notre époque terriblement complexe est la désaffection pour le mot "compromis". D'une façon ou d'une autre, quand on dit de quelqu'un qu'il est partisan du "compromis", on rattache à ce mot des connotations de compromission ou d'autres sens qui sont tout à fait injustes et inappropriés. Si on examine chacun des défis qui se posent aujourd'hui à nous dans les affaires internationales, sans un élément de ce qu'on peut appeler "le compromis respectable", l'intransigeance s'installe de part et d'autre et le résultat n'est pas très agréable à contempler. C'est pourquoi je suis d'avis qu'une des leçons utiles que nous avons tirées de notre affiliation britannique et de notre expérience du Commonwealth est l'art du compromis et aussi un pragmatisme qui nous a permis de nous adapter au changement de façon à conserver sa viabilité au Commonwealth. Faute de ces qualités, je crois bien que nous ne serions pas ici aujourd'hui en train de parler du Commonwealth, tout simplement parce qu'il n'aurait pas survécu aux épreuves et aux tribulations dont le Président nous a donné quelques exemples parmi la myriade de problèmes auxquels il a fallu faire face depuis que la décision a été prise en 1949 de restructurer le Commonwealth et de lui donner une nouvelle orientation et un nouveau dynamisme.

Il convient donc, me semble-t-il, de nous poser la question suivante: "Où allons-nous maintenant?"

L'un des problèmes que j'éprouve à déterminer un rôle spécifique, efficace et constructif pour le Commonwealth est que je le vois actuellement noyé dans la prolifération d'organisations de par le monde. Aucune n'exclut les autres et chacune fait naître et agir toute une série d'interrelations entre différents pays. Dans notre cas, par exemple, nous avons des rapports très étroits, très pratiques et très amicaux avec les États-Unis. Je suis d'ailleurs heureux que leur distingué Ambassadeur soit des nôtres aujourd'hui. Il est donc clair que dans la dimension nord-américaine nous contribuons constamment, heure après heure, à l'édification de la relation canado-américaine. En Afrique, se sont ajoutés à des organisations comme l'Organisation de l'unité africaine des groupes régionaux ayant diverses vocations. Certains de leurs membres sont également membres du Commonwealth, d'autres pas. Quant à l'Asie du Sud-Est, que notre Président connaît autant sinon plus que quiconque en ce qui a trait aux affaires du Commonwealth et même aux autres grands dossiers internationaux, l'ASEAN compte parmi ses membres des pays qui sont depuis longtemps au sein du Commonwealth et d'autres qui ne le sont pas et qui ont d'ailleurs une toute autre tradition.

D'ailleurs, même au sein de nos propres pays, les structures ont beaucoup évolué au cours des trente ou quarante dernières années. À titre d'exemple, depuis la guerre, l'immigration a ajouté à nos peuples fondateurs des citoyens canadiens qui ne sont ni d'origine anglaise ni d'origine française et qui représentent maintenant un peu plus d'un tiers de la population - et ce nombre va d'ailleurs croissant. Ils ont beaucoup contribué à la richesse des traditions canadiennes. C'est ainsi que le caractère de nos groupes régionaux et de nos pays change. Au sein du Commonwealth, nous devons donc rester ouverts au changement et définir de nouveaux rôles pour l'Organisation afin qu'elle garde le dynamisme qu'on a voulu lui donner en 1949.

Depuis le jour où j'ai déclamé les "Enfants de l'Empire", j'ai été un défenseur inconditionnel du concept du Commonwealth. Quelle qu'ait été la forme qu'il ait pris au cours de l'histoire, il m'a toujours semblé constituer un organisme unique qui valait certainement d'être préservé. Depuis que j'ai assumé le portefeuille des Affaires extérieures et, d'ailleurs, depuis mon entrée au gouvernement, j'ai recherché toutes les occasions opportunes de faire avancer la cause du Commonwealth, non pas seulement en raison de sa valeur intrinsèque mais aussi pour sa contribution potentielle à l'échelle mondiale.

J'ai parlé il y a quelques instants de l'évolution des structures. Vous ne serez pas surpris - sans doute mon expérience n'est-elle pas unique - d'apprendre qu'il n'a pas toujours été facile de rallier l'enthousiasme et l'appui que je crois essentiel pour le Commonwealth.

À l'évidence, au fur et à mesure de leur accession à l'indépendance, les nouveaux États ont voulu établir davantage leur propre caractère national, leur propre destinée. Ils ont dû nécessairement réévaluer certains de leurs rapports antérieurs. Il y a toujours eu des éléments au sein des divers pays membres du Commonwealth qui avaient des liens douteux avec les origines du Commonwealth, par exemple. La tâche n'a donc pas été facile pour moi et pour ceux qui partagent les mêmes opinions. Elle mérite néanmoins que nous persistions.

Pour paraphraser Dickens, je crois que notre époque présente ce qu'il y a de mieux et de pire pour le Commonwealth. C'est le meilleur des mondes dans la mesure où il existe plus d'occasions que jamais pour que ses membres unissent leurs efforts dans des entreprises valables un peu partout dans le monde. C'est le pire des mondes pour nombre des raisons que j'ai énumérées il y a quelques instants, notamment le fait qu'il y ait tant d'interactions contradictoires en jeu et qu'il soit extrêmement difficile pour le Commonwealth de trouver sa place.

Je crois que l'un des dangers qui menacent le Commonwealth est de vouloir répondre à tous les besoins ou d'éparpiller tellement ses efforts, intervenir partout où il y a des difficultés et ainsi n'avoir d'impact nulle part. C'est pourquoi je fais valoir depuis quelque temps dans les instances du Commonwealth qu'il faut d'abord et avant tout déterminer quels sont les leviers, au sens le plus approprié du terme, dont dispose le Commonwealth. Quels sont les pouvoirs et les influences qui peuvent être définis et perfectionnés en vue de la résolution de problèmes donnés? Une fois que le Commonwealth se sera défini, connaîtra ses moyens d'action, il sera alors possible d'étudier la pléthore de problèmes dans le monde et déterminer là où le Commonwealth peut intervenir de la façon la plus utile et la plus efficace. Quant à nos pouvoirs, je crois que quelques-uns d'entre eux à tout le moins se prêtent à une formulation simple.

Hors de tout doute, il existe une communauté d'intérêts au sein du Commonwealth. Elle n'est pas pour autant facile à décrire. D'ailleurs, j'ai déjà dit à un

groupe de mes collègues des Antilles que nous ne devrions pas consacrer trop de temps à analyser le Commonwealth, car à certains égards il repose sur un concept très nébuleux. Si on s'attache véritablement à examiner les liens qui réunissent tous les pays membres du Commonwealth et les centaines de millions de citoyens qu'ils comptent et qu'on en fait le détail, il est extrêmement difficile de comprendre comment le Commonwealth a survécu si longtemps. Il y a cependant certaines facettes que nous pouvons circonscrire avec assez de précision, notamment le fait que nous avons des origines communes. Je crois que les traditions démocratiques que nous avons en commun sont très importantes. Nous nous sentons à l'aise les uns avec les autres. Il n'y a pas très longtemps, un interlocuteur m'a dit que même au passage de la frontière canado-américaine il éprouvait un sentiment différent qui découlait de son appartenance au Commonwealth. Cette réalité, si elle ne peut être mesurée de façon exacte, a une importance énorme.

De plus, nous sommes présents d'une façon très réelle dans certaines des régions les plus dynamiques du monde aujourd'hui, notamment l'Afrique et l'Asie du Sud-Est. Je crois que la présence et l'influence du Commonwealth en Afrique notamment, joueront un rôle crucial dans toute résolution des problèmes de l'Afrique australe.

Depuis un an en particulier, j'ai eu l'occasion d'examiner de près, de concert avec mes autres collègues occidentaux du Conseil de sécurité, la situation namibienne et, de façon périphérique mais néanmoins assez poussée, la situation rhodésienne. Sans vouloir diminuer le mérite du Groupe des cinq ou, d'ailleurs, de l'Allemagne, des États-Unis et de la France, je crois que ces pays seraient les premiers à reconnaître que l'appartenance du Royaume-Uni et du Canada au Commonwealth a ajouté aux efforts du Groupe une dimension qui est perceptible et qui se révélera sans doute essentielle à la solution que nous réussirons peut-être à trouver. Je crois, en dépit des conflits qui séparent les divers pays, qu'on peut dire la même chose en ce qui a trait à la Rhodésie. Il n'est toujours pas facile de préciser les éléments en jeu et c'est pourquoi j'aimerais recourir à un exemple canadien pour illustrer mon propos. Je suis d'avis que les liens personnels étroits du Premier ministre Trudeau avec le Commonwealth, l'appui qu'il lui accorde depuis dix ans, les amitiés et les relations qu'il a établies avec divers chefs du Commonwealth, ont à un certain nombre d'occasions joué un très grand rôle. Par exemple, il a été possible d'influencer certains des chefs des pays de première ligne qui, à leur tour, ont eu une influence

profonde sur certains des chefs des divers mouvements d'indépendance. S'il ne faisait rien d'autre que de ménager un avenir plus stable et plus serein pour les peuples terriblement troublés et désorientés de l'Afrique australe, le Commonwealth justifierait son existence. En passant, on m'a dit qu'il devait y avoir une période de questions et je serai alors heureux de répondre aux questions que vous aurez à me poser sur l'Afrique australe ou tout autre sujet.

Je crois également qu'il est important de réaffirmer, bien qu'il s'agisse d'une réalité quelque peu intangible, la force morale que le Commonwealth peut exercer. Depuis quelques décennies à tout le moins, ceux d'entre nous qui sommes impliqués dans les affaires internationales avons tendance à devenir super-cyniques, à conclure que la puissance règle tout et qu'en fin de compte les décisions seront prises par ceux qui sont soit les plus armés, soit les plus riches ou, pour le dire plus crûment, par ceux qui ont le plus de poids. Je ne suis pas assez naïf pour sous-estimer ou nier l'importance du pouvoir, mais je crois que la politique divorcée de la morale ne pourra pas à long terme bénéficier à l'Occident. Un certain nombre de différences nous distingue de nos adversaires communistes par exemple et l'une des choses qu'il nous faut continuer de pratiquer dans la conduite des affaires internationales est la moralité, une certaine conception de ce qui est bon pour le monde, sans verser pour autant dans l'évangélisme ou toute autre forme de ferveur messianique. À cet égard, je tiens à répéter que mon travail a été grandement facilité depuis un an environ par ce que je considère l'apport moral, ou peut-être plus précisément l'accent mis sur cette dimension, par l'actuelle Administration américaine. Si nous ne pouvons pas prêcher par l'exemple au monde en développement en particulier et d'ailleurs aux pays qui sont soit derrière le rideau de fer ou qui sont menacés par l'influence ou les visées communistes, nous ne réussirons guère à les impressionner à long terme. Nous réussirons encore moins à nous rallier leur collaboration dans les moments difficiles. C'est pourquoi je ne sens aucunement le besoin de m'excuser parce que je considère que les affaires internationales comportent certaines exigences morales, dans nos rapports avec les pays en développement en particulier. Cette qualité, il me semble que le Commonwealth l'a abondamment. S'il est vrai que diverses formes de gouvernement ont fait leur apparition au sein des pays du Commonwealth, établissant ainsi l'indépendance de ces derniers en dehors du cadre de l'ancien Empire britannique, une visite de tous ces pays permet cependant de reconnaître sans l'ombre d'un doute les vestiges du passé. Si certains

éléments de l'ancienne structure sont négatifs, on peut également voir ce qui est resté de bon, de durable et de permanent.

Il me semble donc que dans la perspective d'un Commonwealth en évolution, il nous faut comprendre et reconnaître que dans notre recherche des éléments valables des nouvelles réalités, nous devons être audacieux et ouverts et que nous devons être conciliants en ce qui concerne les objectifs et les buts nationaux différents que peuvent avoir divers pays. Dans notre recherche d'éléments nouveaux, nous devons également réaliser que certaines des anciennes réalités sont valables et qu'il n'est pas nécessaire de tout détruire l'héritage du passé pour optimiser ce qui est bon ou semble l'être pour l'avenir.

Enfin, au chapitre des rôles éventuels du Commonwealth, il me semble que ce dernier pourrait être d'un apport précieux dans le cadre du Dialogue nord-sud. Dans ce cas comme dans d'autres, par rapport à toutes les instances mondiales que j'ai mentionnées plus tôt le Commonwealth a cette faculté unique de marier les mondes développés et en développement. C'est la seule tribune où se rencontrent des pays comme le Canada, le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui sont tous très développés et qui ont un palmarès technologique impressionnant ainsi que toute une gamme d'autres avantages et expériences. Le Commonwealth a réuni ses avantages et les met à la portée de certains des pays les moins développés du monde. Ainsi, à une réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, siègent comme égaux à la même table les chefs de certains des pays les mieux nantis du monde sur le plan industriel et les chefs de certains des pays qui ont le plus de progrès à faire. En puisant à ce fonds commun d'expérience, il est possible d'accomplir beaucoup et ce, libre des tensions et des autres contraintes dont il est presque impossible de se dégager dans toute autre instance. C'est pourquoi j'attache beaucoup d'importance au rôle du Commonwealth et de ses organismes face à l'ensemble des questions qu'on a chapeauté autrefois du titre de "l'aide étrangère" mais que j'envisage ici dans l'optique de l'aide du Commonwealth et dans la perspective plus large du Dialogue nord-sud.

Je crois que là encore nous avons la possibilité de faire la preuve que les techniques que nous aurons élaborées entre nous sont efficaces et pratiques et, par conséquent, qu'il y a davantage de gens dans d'autres pays qui seront susceptibles de s'en inspirer. À titre



d'exemple, des Canadiens - et je suis du nombre -, se demandent parfois si nous ne sommes peut-être pas trop naïfs à l'égard de l'aide extérieure que nous délinions, que nous libérons de ficelles idéologiques peut-être plus que tout autre pays. En agissant de la sorte cependant, nous indiquons que l'aide aux pays en développement est une chose distincte de notre désir de les voir évoluer vers une forme particulière de gouvernement démocratique ou autre. Nous gagnons ainsi davantage le respect de ces pays et ceux-ci sont plus réceptifs à l'influence légitime que nous cherchons à exercer sur eux. Ils sont plus ouverts sur les questions qui nous intéressent, sont davantage portés à respecter et appuyer notre point de vue, car, en termes très directs, nous n'avons pas cherché à les leur faire avaler. Dans ce domaine de l'aide étrangère en particulier, je veux encourager de toutes les façons possibles les associations du Commonwealth et, évidemment, tout particulièrement le Secrétariat central qui organise ces efforts ici à Londres.

Je pourrais m'étendre encore longtemps sur des points précis, mais je crains à maints égards de prêcher aux convertis et je sais d'expérience que bon nombre d'entre vous en savez davantage que moi sur ces questions.

J'aimerais revenir, pour conclure, à cette question de la prolifération des organisations et au danger que le Commonwealth soit pris dans un enchevêtrement qui détruise son utilité ou sinon l'anémie considérablement.

Je crois que nous ne pourrions éviter ce piège que si nous avons les objectifs clairement définis dont j'ai parlé. Je suis inquiet quand j'entends des porte-parole du Commonwealth - et je parle ici des porte-parole du Commonwealth au sein de différents pays - proposer diverses initiatives dont certaines, à mon avis, sont à tout le moins un danger à sa survie si elles ne sont pas entièrement étrangères à la notion même du Commonwealth. À cet égard, j'incite tous ceux d'entre vous qui participent d'une façon quelconque aux travaux des divers organismes du Commonwealth à vous assurer que les critères d'efficacité et de crédibilité que j'ai mentionnés plus tôt soient effectivement les critères qui gouvernent notre action. Je crois également qu'il importe que les membres du Commonwealth soient prêts à s'opposer à l'oppression et à la tyrannie qui se manifestent au sein même du Commonwealth. Il est arrivé par le passé, parce qu'on craignait de perdre des appuis ou de susciter des tensions entre les membres, qu'on ait été peu enclin à faire les déclarations morales

que j'ai mentionnées un peu plus tôt quand le contrevenant était l'un des nôtres. Nous savons tous que certains membres du Commonwealth ne sont pas sans reproche. Je suis heureux de pouvoir dire qu'ils ne sont pas nombreux, mais nous devons être tout aussi vigilants en ce qui concerne les membres de notre organisation et tout aussi disposés à dénoncer des actes répréhensibles de leur part que s'il s'agissait d'un pays avec lequel nous n'avons pas des liens aussi directs.

Le Canada croit très fermement au Commonwealth. Il le voit comme un instrument pratique. Je crois que Sonny Ramphal est celui qui a dit que le Commonwealth ne pouvait négocier pour le monde mais qu'il pouvait aider le monde à négocier. C'est là un principe auquel je souscris entièrement.

Nous croyons également que nous avons des relations spéciales avec le Royaume-Uni, ne serait-ce qu'en raison du grand nombre de Canadiens qui, comme moi, ont grandi à l'ombre de ce qu'on appelait alors la mère patrie. Cela est tellement vrai que dans ma propre province, Terre-Neuve, il y a vingt ans encore, le navire qui venait à peu près chaque semaine du Royaume-Uni était le navire qui venait de "chez nous". Trop de Canadiens ont été élevés dans cette tradition, trop d'entre eux sont conscients des bénéfices énormes que le Royaume-Uni a valus au monde au cours des siècles pour jeter par-dessus bord cette dimension importante de nos traditions.

Certes, nous avons un second courant culturel que nous considérons tout aussi vigoureux et important et qui d'une certaine façon illustre la diversité du Commonwealth et sa capacité d'accueillir tous les concepts et divers groupes humains.

Je veux aussi vous dire quelques mots de l'attitude du Canada à l'endroit de la Reine. On a beaucoup parlé récemment de cette question et certains des propos relatifs aux mesures que notre pays entend prendre pour établir clairement le rôle du Canada et sa relation avec la monarchie étaient, je le crains, mal intentionnés dans certains cas et pour une bonne part mal informés. Je tiens à souligner le plus vigoureusement possible que le Canada a toutes les intentions de conserver le régime qu'il a depuis nombre d'années, celui d'une monarchie constitutionnelle ayant à sa tête Sa Majesté la Reine à qui sont reconnues toutes les compétences que suppose cette définition. Les Canadiens éprouvent beaucoup d'affection pour Sa Majesté.

Au delà du respect traditionnel que lui valait l'institution de la monarchie, Sa Majesté a su mériter l'affection de nombreux Canadiens qui sont conscients que le Canada et le Commonwealth sont extrêmement bien représentés à l'heure actuelle par cette dernière et que la compréhension et l'intelligence dont elle fait preuve nous servent extrêmement bien dans les heures difficiles que nous vivons. Je n'ai aucune hésitation à vous dire que je ne peux concevoir aucun changement dans mon pays, de nature constitutionnelle ou politique, qui serait susceptible de modifier d'une façon importante le rôle de la monarchie et le grand respect, l'affection profonde et, en vérité, l'amour que nous éprouvons pour Sa Majesté. Elle incarne donc un héritage et un passé qui nous unissent.

L'époque que nous vivons est faite de très grands défis et parfois je perds espoir de nous voir les relever tous. La semaine dernière, je faisais remarquer à mon collègue Cyrus Vance que la diplomatie a au cours des dernières années fait demi-tour à toutes fins utiles. Alors qu'il était auparavant normal pour un ministre des affaires étrangères de visiter les pays amis afin de réaffirmer les liens d'amitié, il est presque obligatoire aujourd'hui de bombarder un pays pour y justifier sa visite, qui revêt d'ailleurs toujours le caractère d'une opération d'urgence. Je regrette de ne pouvoir, en ma qualité de ministre des Affaires extérieures, visiter tous les pays du Commonwealth. J'ai tout de même réussi à en visiter un bon nombre et je ne perds jamais l'occasion de revenir à Londres, là où est né le Commonwealth et où il trouve de façon très réelle la preuve de sa vigueur et de son importance.

Et si je puis prendre quelques instants de plus, j'aimerais formuler le voeu que le gouvernement et le peuple britanniques continuent d'avoir à l'égard de l'importance du Commonwealth les mêmes sentiments que nous avons au Canada. Je n'ai évidemment pas la prétention de dicter, en sol britannique ou ailleurs, ce que doivent faire les Britanniques ou ce que doivent être leurs politiques, mais je crois qu'à titre de membre du Commonwealth, je peux légitimement formuler le voeu que le Royaume-Uni ne soit pas tellement pris par les questions européennes, tellement engagé dans les complexités nouvelles et inévitables de notre époque que le Commonwealth doive nécessairement prendre la deuxième place. Je comprends fort bien - à plus forte raison puisque je dois traiter au jour le jour avec le géant américain - que vos relations avec l'Europe sont extrêmement importantes.

J'espère cependant qu'en sa qualité de membre du Commonwealth, le Royaume-Uni réussira à se partager. Je crois que la chose est possible. Je crois que le Royaume-Uni peut continuer d'améliorer ses relations avec le reste de l'Europe tout en travaillant avec nous et avec les autres membres du Commonwealth dans une association plus dynamique qui nous permettra d'utiliser l'instrument exceptionnel que constitue le Commonwealth, des façons diverses auxquelles je songe - et sans aucun doute vous aussi - au service de la paix et de la sécurité dans le monde ainsi que de la préservation et de la valorisation des principes qui nous ont réunis ici aujourd'hui. Je vous remercie infiniment.